

INVESTISSEMENT

Le German Marshall Fund, un reliquat de la Guerre froide ?



Conçu pendant la Guerre froide par Willy Brandt pour arrimer l'Europe aux Etats-Unis, le German Marshall Fund fut une pépinière de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques dévoués à l'atlantisme. Débarrassé de son aspect idéologique à la chute de l'URSS, le Fonds continue pourtant à intéresser les services secrets états-uniens qui restent bien représentés dans son Conseil d'administration.

page 2

Le droit international ne fut qu'une parenthèse

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Noam Chomsky rappelle que derrière la rhétorique de la démocratisation de l'Irak, la doctrine Bush ne sert pas la paix, mais la guerre, et provoque partout dans le monde le réarmement de tous ceux qui se sentent menacés. Au contraire, pour Robert Kagan cette doctrine reprend les principes qui avaient cours avant la Guerre froide : le droit international et l'ONU ne sont que des accidents de l'Histoire.

page 6

REPÈRE : 29 SEPTEMBRE 1971

Acoustic Kitty

Un des responsables du Département de la Science et de la Recherche de la CIA, Victor Marchetti raconte, dans ses mémoires ce qu'il appelle « l'opération la plus bizarre de la Guerre froide ». Soucieux de pouvoir espionner des personnes se réunissant dans des lieux difficilement accessibles, l'Agence a développé des micros ultradirectionnels. Mais ceci ne suffisent pas et la CIA a donc l'idée d'implanter un micro et un émetteur dans un chat vivant (l'antenne étant caché dans la queue) afin de l'utiliser comme espion dans les espaces publics - à terme la CIA compte revendre le concept au FBI pour la « surveillance intérieure » des ambassades et autres lieux stratégiques. Après de longs essais (il a fallu éliminer chez le chat l'envie de s'intéresser aux oiseaux, chiens et autres chats), *Acoustic Kitty* est enfin prête. Le 29 septembre, les agents l'emmènent dans un parc de Los Angeles afin d'espionner deux dealers de drogue. Malheureusement, à peine sorti de la camionnette, ils perdent le contact avec le chat. La pauvre bête, toute contente de se retrouver dehors, vient de traverser la rue sans regarder et a été écrasée par un taxi. Le projet est abandonné. ■



DEUX TIERS DES MORTS CIVILS IRAKIENS SONT TUÉS PAR LA COALITION

D'après les statistiques du ministère de la Santé irakiens, reproduits en exclusivité par le *Knight Ridder*, le gouvernement intérimaire d'Iyad Allawi a recensé 3487 décès d'Irakiens dans 15 des 18 provinces du pays, entre le 5 avril, date du début du comptage, et le 19 septembre. 328 sont des femmes et des enfants. Ces mêmes statistiques font état de 13720 blessés. Les services du ministère affirment que la quasi-totalité des Irakiens tués sont des civils et non des résistants. Ces morts peuvent par ailleurs être imputés, pour les deux tiers, à la coalition d'occupation et à la nouvelle police irakienne, notamment lors du bombardement de zones résidentielles. De tels agissements, qui sont des violations patentes des conventions de Genève, font partie des méthodes de contre-insurrection menées par l'état-major états-unien depuis décembre 2003 et le déclenchement de l'opération *Marteau de Fer*. Le fait que les « libérateurs » se soient transformés en criminels de guerre joue sans doute pour beaucoup dans le grossissement, chaque jour plus important, des rangs de la résistance irakienne. ■

Investissement

Le German Marshall Fund, un reliquat de la Guerre froide ?

Conçu pendant la Guerre froide par Willy Brandt pour arrimer l'Europe aux Etats-Unis, le German Marshall Fund fut une pépinière de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques dévoués à l'atlantisme. Débarrassé de son aspect idéologique à la chute de l'URSS, le Fonds continue pourtant à intéresser les services secrets états-unis qui restent bien représentés dans son Conseil d'administration.



C'est à l'occasion du 25ème anniversaire du Plan Marshall, le 5 juin 1972, que le chancelier fédéral allemand et prix Nobel de la paix Willy Brandt annonça, dans un discours à Harvard, la restitution aux États-Unis du reliquat du Fonds Marshall et la création d'une institution visant à promouvoir la recherche et les projets atlantistes, le German Marshall Fund of the United States.

Pendant trente ans, cette association de droit états-unien a développé deux types principaux d'activité :

- ▶ Des voyages très organisés d'un mois, offerts à des jeunes relais d'opinion européens et états-uniens, pour découvrir les réalités sociales, culturelles et politiques de l'autre rive de l'Atlantique, de manière à casser les préjugés et à

renforcer l'amitié réciproque ;

► Des bourses de recherche, offertes surtout à des universitaires, pour étudier les comportements des populations des deux rives.



Willy Brandt, Richard Nixon et Henry Kissinger

Bien évidemment, en 1972, un tel effort n'était pas désintéressé. L'Allemagne, qui était toujours astreinte à un rôle politique secondaire en Europe, entendait rééquilibrer cette situation en cultivant sa vassalité pour compenser en termes humains ce qu'elle ne pouvait espérer sur le plan politique. Les dangers supposés de l'Ostpolitik devaient aussi être compensés par un fort arrimage sous le « parapluie américain ».

Les États-Unis, quant à eux, voulaient resserrer leur étreinte en Europe occidentale en tissant des liens avec une nouvelle génération des élites qui n'était pas issue de la Libération. C'était l'époque de la révolte de la jeunesse européenne contre la guerre au Vietnam. La Fraction armée rouge venait d'attaquer le QG US à Heidelberg pour détruire l'ordinateur stratégique gérant les bombardements en Asie du Sud-Est. C'était aussi l'époque de la stratégie de la tension : les services secrets de l'OTAN manipulaient des groupuscules d'extrême droite et d'extrême gauche pour susciter un réflexe d'ordre chez les électeurs.

Le German Marshall Fund apparaissait comme une sorte de Programme Fullbright, mais pensé de manière bi-partite. Les réactions des jeunes « fellows », observées avec soin, devaient permettre d'identifier et de recruter de nouveaux « messagers de l'atlantisme ». Le financement de chercheurs devait à la fois garantir la production d'argumentaires atlantistes et orienter les travaux ultérieurs des boursiers, tout au long de leur future carrière.

Jusqu'à l'effondrement de l'URSS, le German Marshall Fund fut une pépinière de journalistes, d'universitaires et d'hommes politiques entièrement dévoués à la cause atlantique. Mais une fois le péril dissipé, le Fonds perdit de son utilité idéologique. Si l'on en croit certains de ses employés actuels, il aurait même commencé à ramer à contre-courant, tentant de maintenir une compréhension réciproque dont les deux rives de l'Atlantique ne se souciaient plus.

Avec le réarmement des États-Unis, en 1998, les néo-conservateurs ont commencé à réactiver les réseaux atlantistes, non plus pour défendre l'atlantisme puisque l'URSS avait disparu, mais pour servir leur projet impérial. Ils se sont donc, entre autres, intéressés au Fonds.

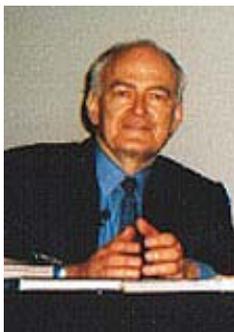
Depuis trois ans, le German Marshall Fund et la Compagnia di San Paulo

financent une étude transatlantique annuelle sur les perceptions politiques en Europe et aux États-Unis.

Avec la Fondation Bertelsmann, le Fonds organise aussi des rencontres de jeunes leaders à l'hôtel Tremezzo (Italie) et un Forum transatlantique des journalistes à Bruxelles (Belgique). Les participants ont le plaisir de pouvoir y débattre avec quelques stars des think tanks US.

En février 2003, le Fonds a créé un Forum sur le commerce et la pauvreté. Il a rassemblé non seulement des personnalités européennes et états-uniennes, mais aussi brésiliennes, indiennes, japonaises et sud-africaines. Les débats étaient présidés par un comité de six membres comprenant Robert Rubin (USA) et Dominique Strauss-Khan (France). Étrangement, Rubin fut nommé en 1993 par Bill Clinton comme premier patron du National Economic Council, l'agence chargée de déterminer les cibles de renseignement économique pour la CIA (alors dirigée par James Woolsey). Tandis que Dominique Strauss-Kahn avait exercé, quelques années plus tard, une tutelle active sur le CCSE, le comité chargé de l'espionnage économique au Secrétariat général de la défense nationale.

En outre, le Fonds a étendu ses activités en Europe de l'Est en créant avec l'USAID un programme à 25 millions de dollars, le Balkan Trust for Democracy.



Guido Goldman

Aujourd'hui, l'association vit avec un budget annuel de fonctionnement d'environ 20 millions de dollars et un confortable capital de 200 millions de dollars. Elle est dirigée par Craig Kennedy, ancien gestionnaire des fondations libérales d'un milliardaire de Chicago [1], qui avait été remarqué par l'OCDE (autre institution issue du Plan Marshall) pour laquelle il avait travaillé en tant que conseil.

Le conseil d'administration du Fonds est composé d'une vingtaine de personnalités états-uniennes ayant exercé des fonctions en Allemagne, cooptées dans le respect de l'équilibre bipartisan.

Il est coprésidé par Guido Goldman et Marc Leland. Le premier, qui est le fils de l'ancien président de l'Organisation sioniste mondiale Nahum Goldman, est professeur d'études germaniques à Harvard et ancien responsable de l'Atlantik Brücke pendant la Guerre froide. Leland est un ancien assistant du secrétaire au Trésor, passionné d'art contemporain. Il dirige un cabinet d'investissement à Arlington et une société de services pétroliers dans le Texas. Il est aussi l'ancien responsable de l'Atlantic Institute à Paris pendant la Guerre froide.



Marc Leland

La brochure distribuée par le German Marshall Fund indique les vagues responsabilités professionnelles de ses administrateurs bénévoles. Avec beaucoup de modestie, J. Thomas Presby apparaît comme retraité, quand il est administrateur du joaillier Tiffany & Co ; Richard T. Roberts est introduit comme directeur d'un fonds de placement, en oubliant qu'il fut l'assistant de Rudolph Giuliani à New York ; ou encore Robert M. Solow est présenté comme

professeur au MIT, sans indiquer qu'il a reçu le Prix Nobel d'économie. Mais évidemment cette discrétion vise surtout à occulter les responsabilités de la majorité des administrateurs au Pentagone et à la CIA. Lee Hamilton est vice-président de la Commission présidentielle sur le 11 septembre et membre du Conseil consultatif de sécurité de la patrie, médaillé de la CIA et de la DIA. Ex-parlementaire, Hamilton présidait l'une des commissions d'enquête sur l'affaire Iran-Contra où il étudia le rôle d'un autre administrateur du Fonds, Robert M. Kimmitt, alors directeur exécutif du Conseil de sécurité nationale et mouillé jusqu'au cou dans le scandale. Depuis, M. Kimmitt a été placé par son ami, le général Colin Powell, à la vice-présidence d'AOL-Time-Warner. La journaliste Mara Liasson indique travailler pour la National Public Radio, mais omet de préciser qu'elle présente une émission dominicale sur Fox News où elle se montre hystérique dans la dénonciation des parlementaires *un-american*. Jenonne Walters n'est pas présentée du tout, alors que cette ancienne ambassadrice a fait toute sa carrière à la CIA et au NSC. J. Robin West, est désigné comme patron d'une société pétrolière en omettant d'indiquer que cet ancien du Pentagone préside aujourd'hui l'Institut des États-Unis pour la paix. Etc.

Mais le plus surprenant reste pour la fin. Barbara Shailor, qui s'est présentée comme la grande nettoyeuse du département international de l'AFL/CIO, a été accusée par des délégués d'Amérique latine à l'organisation internationale du Travail à Genève d'être en réalité la responsable de la CIA pour les milieux syndicaux internationaux. Quant à Suzanne Woolsey, directrice de la communication de l'Académie nationale des sciences, c'est l'épouse de R. James Woolsey, ex-directeur de la CIA et tireur de ficelles du Congrès national irakien. Elle déplace avec elle un parfum de scandale depuis qu'on a appris qu'elle siégeait au conseil d'administration de l'Institute for Defense Analysis et surtout de Fluor, qui ont engrangé des contrats publics mirifiques en Irak.

Le German Marshall Fund est, nous assure-t-on, devenue une pure association philanthropique. Peut-être. Mais son conseil d'administration reste majoritairement composé de personnalités impliquées dans l'action secrète des États-Unis.

[1] Le terme « libéral » doit être compris ici au sens états-unien. M. Craig a aussi bien défendu le rôle du marché dans la protection de l'environnement que la libéralisation des drogues.

Le droit international ne fut qu'une parenthèse

Analyse

Détenu un an en Afghanistan sans voir la lumière du jour, puis deux ans à Guantanamo dans les conditions que l'on connaît, Moazzam Begg, citoyen britannique, a réussi à faire remettre une lettre à ses avocats. Elle est publiée par le Los Angeles Times. Un courrier qui témoigne que les États-Unis d'Amérique, ex-pays de la liberté, sont devenus un Empire d'arbitraire.

Noam Chomsky rappelle dans *El Periodico* quelques évidences mal admises sur la doctrine Bush. Cette théorie stratégique permet de justifier n'importe quelle agression et c'est bien ce qui a eu lieu à propos de l'Irak. Les États-Unis ont argué d'une menace imaginaire pour établir des bases au centre de la plus grande réserve énergétique du monde. Une fois dissipé le mirage des armes de destruction massive, ils ont justifié le maintien de leurs troupes en évoquant l'extension de la démocratie, ce qui n'est pas plus crédible. Dans la pratique cette théorie ne sert pas la paix, mais la guerre, et provoque partout dans le monde le réarmement de tous ceux qui se sentent menacés. Depuis qu'elle est mise en œuvre, la doctrine Bush a conduit la Chine à renforcer son armée et la Fédération de Russie à tripler son budget de défense.

Répondant dans les colonnes de son quotidien à un de ses collègues du *Washington Post*, le néo-conservateur Robert Kagan prend le contre-pied de Chomsky et défend la doctrine Bush. Selon lui, elle n'a rien de neuf, car elle reprend les principes qui avaient cours avant la Guerre froide. On pourrait objecter que cet argument n'est ni tout à fait vrai, ni tout à fait faux. Il révèle le fond du problème : la doctrine Bush marque un retour en arrière, à l'époque où il n'existait pas de droit international. Ce qui implique que, pour Kagan, le droit international et l'ONU ne sont que des accidents de l'Histoire, qu'il fallut supporter à l'époque lointaine où les États-Unis étaient rivaux par l'URSS.

Debra Burlingame, représentante des familles de victimes du 11 septembre pour Bush, s'en prend dans le *Wall Street Journal* à ses homologues de l'association des familles de victimes du 11 septembre pour Kerry. Le lecteur laissera de côté les arguments affligeants de cette polémique électorale pour ne retenir qu'une curiosité. Les deux candidats se sont adjoint le soutien de familles de victimes et prétendent défendre leurs intérêts et ceux des Etats-Unis. Pourtant, quelle que soit l'interprétation que l'on a des attentats, il est désormais établi et admis par tous que les autorités en avaient été informées à l'avance et ne les ont pas empêchés. Dès lors, on se demande bien quel réconfort les familles de victimes peuvent espérer de gens qui ont montré soit leur incompétence, soit leur responsabilité dans ce drame.

Quoi qu'il en soit, complètement largué dans les sondages, le ticket Kerry-Edwards a décidé un brusque changement de stratégie à un mois de l'élection présidentielle. Adoptant un à un tous les thèmes des néo-conservateurs, les démocrates se vautrent dans la doctrine Bush. Et cela semble marcher, ils remontent dans les sondages d'opinion depuis que Kerry s'est prononcé pour les frappes préventives et le passage outre le droit international.

John Edwards a accordé un entretien au *Figaro Magazine*. Le candidat démocrate à la vice-présidence des États-Unis commence par se désolidariser du bilan des années Clinton pour mieux enfourcher les dadas sécuritaires de ses adversaires néo-conservateurs. Il assure que Kerry et lui seraient plus efficaces pour conduire la politique de Bush que Bush lui-même. En effet, les démocrates sauraient impliquer les alliés des États-Unis dans leurs aventures militaires, tandis que les républicains ont isolé le pays et lui font porter, seul, le coût de son impérialisme. Surtout, les démocrates n'hésiteraient pas à recruter en masse pour les armées et les forces de sécurité quand l'équipe Bush hésite à se donner des moyens. Enfin, les démocrates joueraient à fond la carte de l'ingérence soft via la NED/CIA. Ainsi, sachant que George W. Bush a déjà doublé le budget de cette agence, John Edwards s'engage à faire mieux encore et à le doubler à nouveau.

L'Australie a joué un rôle crucial, bien que peu médiatisé en Europe, dans la Coalition des volontaires contre l'Irak. Ce sont, par exemple, les commandos australiens qui se sont infiltrés les premiers en territoire ennemi pour guider l'armada états-uno-britannique. Cet engagement a été voulu et soutenu par les élites du pays, comme jadis le soutien apporté aux États-Unis au Vietnam. Il a, par contre, été largement désavoué par la population qui est descendue dans la rue pour le dire. Ce n'est que tardivement, lorsque le fiasco militaire est devenu patent, que l'opposition parlementaire a commencé à plaider pour un retrait des troupes. S'ingérant dans la campagne législative locale, en juin dernier, le président Bush a adressé ses félicitations à M. Howard et conspué son challenger M. Latham. Cette intervention, si elle n'a pas pesé sur le scrutin et la réélection du Premier ministre, a ravivé un vieux débat sur l'indépendance de l'Australie.

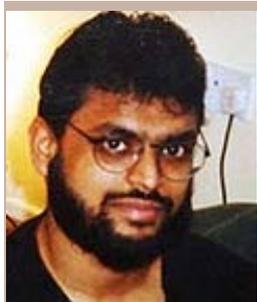
C'est dans ce contexte qu'Hugh Crone, ancien directeur du service scientifique du département de la Défense australien, rappelle dans *The Age* que son service disposait de son propre moyen d'évaluation de la menace irakienne. Selon lui, les rapports du DSTO étaient suffisamment précis pour écarter le soupçon d'une menace imminente, mais John Howard, a choisi de ne pas en tenir compte. Ce faisant, le gouvernement pensait s'intégrer dans la coalition anglo-saxonne, il

ne faisait, en réalité, que s'aligner sur les anciennes puissances coloniales. Si elle se pose en termes différents, la question de l'indépendance face à Washington est aussi présente à Londres qu'à Canberra. L'establishment britannique tient à son alliance particulière, mais il s'inquiète de la lourdeur états-unienne. Avec quelques milliers d'hommes la couronne réussit à gouverner l'Empire des Indes, tandis qu'avec 200 000 hommes, le Pentagone s'enlise en Irak. C'est pourquoi l'ancien ministre des Affaires étrangères, Malcolm Rifkind, souligne dans *The Independent* qu'il faudrait persuader l'administration Bush de changer de méthode : maintenir ses troupes, mais en changeant leurs casques. Si les GI's donnaient l'illusion d'apporter la paix au nom de l'ONU, ils rencontreraient moins de résistance qu'en manifestant trop visiblement les véritables raisons de leur présence.

Enfin, Kamal Kharrazi, ministre des Affaires étrangères d'Iran, a accordé un entretien au *Washington Post*. Il y souligne Téhéran n'est pas une menace, mais un facteur de stabilisation régionale comme l'a montré la médiation de Nadjaf dont a bénéficié la Coalition. Selon lui, les États-Unis n'ont donc aucun intérêt à s'en prendre à l'Iran et la pression exercée au sein de l'AIEA ne s'explique que pour satisfaire Israël.

Réseau Voltaire

Moazzam Begg



Arrêté au Pakistan, Moazzam Begg est l'un des quatre Britanniques détenus à Guantanamo.

« Moi, Moazzam Begg, j'exige d'être libéré de Guantanamo »

Source : Los Angeles Times

Référence : « I, Moazzam Begg, Demand to Be Freed From Guantanamo », par Moazzam Begg, *Los Angeles Times*, 3 octobre 2004. Ce texte est issu de la lettre non censurée qu'il a envoyée au département de la Défense et qui a été diffusée à la presse par ses avocats.

Moi, Moazzam Begg, citoyen du Royaume-Uni de Grande Bretagne, matricule 00558, j'exige ma libération immédiate après être resté deux ans et demi en détention à **Guantanamo** sans avoir été accusé de quoi que ce soit. Si cette demande devait être rejeté, je voudrais disposer des droits suivants : je veux

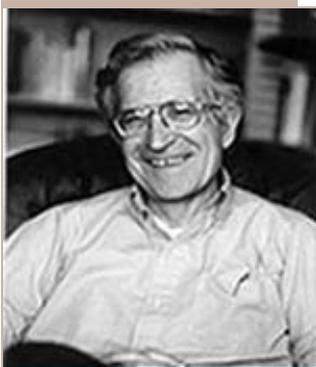
- ▶ Qu'on me donne connaissance de mes droits.
- ▶ Un acte d'accusation sans ambiguïté.
- ▶ Un accès sans limite à des appels internationaux pour pouvoir communiquer avec ma famille et mes avocats.
- ▶ Un accès complet à un représentant de mon choix.
- ▶ Un inventaire de mes propriétés saisies au Pakistan.
- ▶ Un accès régulier à une communication postale.

Je demande aussi qu'on réponde aux questions suivantes concernant les violations de mes droits : Je veux connaître

- ▶ Les raisons de mon enlèvement par les services de renseignement états-uniens.
- ▶ La juridiction qui a permis de m'amener en Afghanistan.
- ▶ L'autorité qui a saisi mon argent, laissant ma femme et mes enfants sans ressources.
- ▶ Les raisons de mon envoi en Afghanistan, dans une zone de guerre, au péril de ma vie.
- ▶ Les raisons pour lesquelles j'ai été brutalisé et déshabillé avant d'être filmé.
- ▶ Les raisons de ma détention d'une année en Afghanistan sans voir la lumière du jour où avoir accès à de la nourriture fraîche.
- ▶ Les raisons pour lesquelles on m'a privé de mon courrier. Les raisons pour lesquelles je n'ai pas pu passer d'appel téléphonique ou voir un avocat ou un aumônier.
- ▶ La légalité de mes aveux extorqués sous la menace.

J'ai été interrogé brutalement, on m'a menacé, insulté avec des stéréotypes racistes ou contre ma religion et deux de mes codétenus sont morts. Je suis pourtant un citoyen britannique et je ne suis ni membre d'Al Qaïda, ni membre d'un groupe paramilitaire.

Noam Chomsky



Noam Chomsky est professeur de linguistique à l'université du Massachusetts. Intellectuel engagé, il a pris depuis longtemps position contre l'impérialisme états-unien.

« Les effets de la doctrine Bush »

Source : El Periodico

Référence : « Efectos de la doctrina Bush », par Noam Chomsky, *El Periodico*, 4 octobre 2004.

Le document le plus dangereux de notre temps est intitulé « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis » et il date de septembre 2002. Son application a coûté de nombreuses vies. **Colin Powell** a affirmé que les États-Unis avaient un droit souverain à utiliser la force pour se défendre contre les pays possédant des armes de destruction massive ou ayant des liens avec les terroristes. En affichant ces motifs pour attaquer l'Irak, le secrétaire d'État occulte la vraie raison de l'invasion de l'Irak : établir des bases au centre de la plus grande réserve énergétique du monde. La doctrine Bush permet de frapper tous ceux qui ont l'intention ou la capacité de construire des armes de destruction massive, c'est-à-dire potentiellement tous les pays au monde. En septembre 2003, Bush a assuré que le monde était plus sûr après la guerre contre l'Irak alors que celle-ci a encouragé le terrorisme et a fait de ce pays un refuge pour les terroristes pour la première fois. Si on veut vraiment combattre le terrorisme, il faut s'attaquer aux terroristes, mais aussi aux causes politiques qui motivent leurs actions. Au contraire, les actions violentes de l'administration Bush peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Déjà depuis l'arrivée de Bush au pouvoir, la Russie de **Vladimir Poutine** a triplé ses dépenses militaires et la Chine développe son armée. L'Iran et la Corée du Nord développent une capacité nucléaire. Pourtant, les États-Unis ont voté à l'ONU contre le traité d'interdiction des essais nucléaires.

Aujourd'hui, le prétexte initial de l'invasion de l'Irak a disparu et on ne parle plus de la doctrine Bush. Désormais, ce qui est mis en avant c'est la « vision » d'un Irak démocratique. Il n'y a pas plus de raisons de croire en cela que dans les prétextes précédents.

Robert Kagan



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).

« L'Irak et les moyennes »

Source : Washington Post

Référence : « Iraq and Averages », par Robert Kagan, *Washington Post*, 4 octobre 2004.

Nous faisons tous ce que les psychologues appellent des « validations heuristiques », des jugements sur l'avenir qui oublient le passé pour se focaliser sur des événements récents troublant notre réflexion. Cette erreur a été faite par May Boswell, fin connaisseur du base-ball concernant les résultats des Yankee de New York, et si un aussi fin connaisseur que Boswell peut se tromper ainsi sur le base-ball, ne parlons même pas des erreurs émises à cause de ce phénomène par beaucoup de ceux qui parlent des relations internationales. Ainsi, la sagesse populaire veut aujourd'hui que nous soyons en train de perdre en Irak ou que la « doctrine Bush » est finie. Un reporter du *Washington Post* a même affirmé que cette guerre avait discrédité les quatre principes de la politique de Bush : l'action préventive, l'unilatéralisme, la politique de promotion des réformes démocratiques et le positionnement de l'Irak comme pierre angulaire de la guerre au terrorisme. Je n'ai pas souvenir que ce quatrième point ait jamais fait partie de la doctrine Bush, mais passons, regardons les autres, sont-ils vraiment morts ? Ce n'est pas Bush qui a fait de la promotion de la démocratie un objectif politique, c'est Woodrow Wilson et depuis c'est un des principes de la politique étrangère états-unienne. En ce qui concerne l'unilatéralisme ou les coalitions de circonstance, toutes les relations internationales ont toujours fonctionné ainsi à l'exception de la période de la Guerre froide, mais c'était une exception, pas la règle. Enfin, les frappes préventives ont toujours existé. Pour finir, il est possible que nous perdions en Irak, mais c'est peu probable.

Debra Burlingame

Présentée comme une démocrate, Debra Burlingame, est la sœur de Charles F. "Chic" Burlingame, III, le capitaine du vol 77 d'American Airlines qui se serait écrasé dans le Pentagone le 11 septembre 2001 selon l'administration Bush. Elle a créé la Patriot Dreams Foundation et co-fondé 9/11 Families for a Safe and Strong America. Bien que mort en civil, le capitaine Burlingame, ancien porte-parole du Pentagone pendant la première guerre du Golfe, a été inhumé au cimetière militaire d'Arlington .

« Une guerre juste, à l'endroit juste, au moment juste »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Right War, Right Place, Right Time », par Debra Burlingame, *Wall Street Journal*, 2 octobre 2004.

Le mois dernier, cinq veuves du 11 septembre ont tenu une conférence de presse émouvante où elles ont fait part de leur angoisse de l'avenir qui les pousse à soutenir **John Kerry** contre **George W. Bush**. C'étaient les mêmes femmes qui avait dénoncé l'usage d'image de Ground Zero dans les spots de campagne du président. Bien qu'elles aient participé à des manifestations organisées par le site MoveON.Org, elles continuent d'affirmer qu'elles ne sont pas partisans. Durant leur conférence de presse pourtant, des partisans de Kerry distribuaient des documents affirmant que « les familles du 11 septembre soutiennent John Kerry ».

Aujourd'hui, la campagne de Kerry s'appuie sur ces veuves pour affirmer qu'il n'y avait pas de liens entre Al Qaïda et l'Irak en dépit des affirmations de la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**. En tant que membre des 150 familles de victimes ayant signé un appel en faveur de la guerre d'Irak, je pense que Saddam Hussein n'avait peut-être pas aidé à l'organisation du 11 septembre, mais qu'il était une menace pour les États-Unis. Il valait mieux frapper avant qu'il ne soit une menace directe. Je remercie les soldats pour leur bon travail.

Les veuves de Kerry ont peur d'une guerre sans fin avec Bush. Nous, nous avons peur que Kerry nous détourne d'une guerre importante.

John Edwards



Avocat étant devenu riche en ayant obtenu les plus gros dommages et intérêts dans une affaire civile dans son État, John Edwards est sénateur démocrate de Caroline du Nord. Adversaire de John

« Le peuple américain a soif de changement »

Source : Le Figaro Magazine

Référence : « Le peuple américain a soif de changement », par John Edwards, *Le Figaro Magazine*, 2 octobre 2004. Ce texte est issu d'une interview.

Les États-Unis sont un pays formidable où les gens travaillent dur pour avoir une vie meilleure, malheureusement, l'administration Bush s'est détournée d'eux, préférant assurer le bien-être de ses riches alliés. Aujourd'hui, les Américains ont soif de changement. La machine de guerre républicaine tourne à plein régime et répand les pires rumeurs sur **John Kerry** et moi-même, calomniant John Kerry sur ses états de service ou instrumentalisant la peur du

Kerry dans les primaires démocrates, il est devenu son colistier dans l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

terrorisme. Mais au-delà des sondages, je suis sûr que les Américains feront le bon choix, le 2 novembre. Si la présidentielle est aussi serrée en dépit de la personnalité controversée de **George W. Bush**, c'est que les démocrates ont dû gérer l'après-**Clinton** et ont dû convaincre les Américains qu'ils pouvaient aussi bien les défendre que les républicains.

Nous avons changé de politique. Nous pensons que la première des priorités est la défense des Américains : à l'intérieur, en protégeant nos infrastructures, et en dehors de nos frontières, en combattant Al Qaïda et en résolvant le conflit israélo-palestinien avec l'aide de nos alliés. Nous ne pouvons rien sans nos alliés. Nous devons construire une Amérique plus forte et plus respectée dans le monde. Ce ne sera pas facile si nous sommes élus, mais si Bush est réélu, ce sera impossible. John Kerry et moi voulons renforcer la lutte contre le terrorisme, doubler la taille des forces spéciales, envoyer davantage de troupes en Afghanistan pour traquer Oussama Ben Laden, accroître les fonds alloués à l'équipement et au salaire de nos soldats. Ce projet n'est pas incompatible avec une politique étrangère plus axée sur la diplomatie et la promotion de la liberté au Moyen-Orient, bien au contraire. En Irak, il faut ouvrir le pays à l'ONU et à nos alliés. La restauration d'une forme de légitimité internationale pour les Etats-Unis en Irak, ainsi qu'une plus grande implication de l'ONU, ouvriront la porte à une plus large participation internationale. Il s'agira d'ailleurs de notre première priorité si nous sommes élus. Contrairement à ce qu'affirment les sondages, les Américains sont convaincus par notre programme et ont peur de celui de Bush. Pour la sécurité intérieure, nous avons fait beaucoup de progrès en matière de sécurité dans les ports et aéroports, mais c'est encore très insuffisant. Il faut donner plus de pouvoirs au **département de la Sécurité de la Patrie** et donner plus de moyens aux forces de l'ordre et aux services d'urgence dans le territoire.

Beaucoup de ceux qui travaillent avec nous en matière de politique étrangère ont fait partie de l'administration Clinton, mais nous n'aurons pas une politique étrangère « clintonienne » car le monde a changé. Nous sommes plus interdépendants qu'avant. Nous avons mis au point une « stratégie pour la liberté », une stratégie qui a fonctionné pendant la Guerre froide. J'ai proposé le doublement du budget de la **National Endowment for Democracy**, agence du gouvernement américain créée sous **Ronald Reagan** et chargée de promouvoir la démocratie dans le monde par l'intermédiaire de programmes d'assistance politique. Autrefois extrêmement controversée, la NED fonctionne aujourd'hui de manière beaucoup plus transparente, bien qu'il manque cruellement de fonds. L'Amérique doit aujourd'hui exercer un leadership basé sur la conviction et non sur la domination. Nous devons être une source d'inspiration pour les nations opprimées.

Hugh Crone

Jusqu'à sa retraite en 1997, Hugh Crone a dirigé la recherche contre les armes nucléaires chimiques et biologiques à la Defence Science and Technology Organisation du ministère de la Défense australien.

« Nous avons nos propres renseignements sur les ADM »

Source : The Age

Référence : « We had our own WMD intelligence », par Hugh Crone, *The Age*, 4 octobre 2004.

Il est généralement admis que le gouvernement australien était largement dépendant des services de renseignement britanniques et états-uniens concernant les informations sur les armes de destruction massive en Irak, mais ce n'est pas vrai.

Entre 1991 et 1998, les inspecteurs de l'ONU ont cherché et détruit des centaines de tonnes d'armes chimiques et des unités de production. Les unités liées à la recherche nucléaire ont également été le sujet d'enquête. Cette tâche s'est heurtée continuellement à l'obstruction des Irakiens, mais le travail patient de Rolf Ekeus a permis de se faire une image globale de la production des armes de destruction massive avant 1991 et de ce qui restait à découvrir. L'UNSCOM fut aidé par de nombreux experts, y compris des Australiens.

En 2003, l'Australie disposait donc de bonnes ressources d'expertise sur la question et nous n'étions pas dépendants des États-uniens et des Britanniques. Les rapports fournis par leurs services de renseignement étaient comparés aux nôtres et à ceux d'**Hans Blix**. Les échanges d'informations sont vitaux pour la défense de l'Australie, mais nous devons toujours chercher à savoir si nous recevons de la propagande ou des informations. Nous menons ces recherches de notre mieux et nous fournissons nos conclusions au gouvernement, qui dans ce cas-là n'en a pas tenu compte.

L'Australie a des hommes et des femmes intelligents. Il faut s'appuyer sur eux et rompre avec la manipulation coloniale des puissances extérieures.

Malcolm Rifkind



Malcolm Rifkind est ancien ministre conservateur des Affaires étrangères britanniques (1995-1997)

« Les troupes américaines doivent rester en Irak, mais elles doivent changer de casques »

Source : The Independent

Référence : « American troops must stay in Iraq. But they must change their helmets », par Malcolm Rifkind, *The Independent*, 3 octobre 2004.

Face à la détérioration de la situation en Irak ; **George W. Bush** et **Tony Blair** font face à un dilemme. La situation n'est pas plus facile pour nous, que nous ayons été favorables ou hostiles à ce conflit.

Nous savons que si nous retirons nos troupes, le pays va sombrer dans le chaos. Toutefois, la présence états-unienne ne fait qu'accroître l'insurrection.

Aujourd'hui, des villes sont aux mains de groupes disparates et même la zone verte est la cible des roquettes. Les prises d'otages se multiplient et la reprise des villes aux insurgés va prendre des mois, peut-être des années. Si les troupes étrangères partent, l'Irak pourrait éclater avec l'indépendance réclamée par le Sud et le Nord et sombrer dans la guerre civile. Pour empêcher cela, **Iyad Allaoui** a les moyens de former une armée mais, en face, la présence états-unienne offre une bonne source de recrutement aux insurgés.

La plupart des Irakiens sont soulagés de la chute de Saddam Hussein et ils savent que cela n'aurait pas été possible sans l'invasion, mais il ne faut pas compter sur leur gratitude. Ils veulent être libre de tout contrôle étranger. C'est pourquoi les Irakiens soutiennent les insurgés. Pour régler le problème, il faut donc que Washington transfère l'entière responsabilité de l'Irak à l'ONU et fasse du gros de ses troupes des casques bleus.

Je me doute que **George W. Bush** n'acceptera jamais et que même **John Kerry** ne s'y résoudrait pas, mais il faut préciser que cette alternative sauverait de nombreuses vies américaines et irakiennes.

Kamal Kharrazi



Ancien représentant de son pays à l'ONU, Kamal Kharrazi est le ministre des Affaires étrangères d'Iran.

« Il n'y a pas de plan d'armement iranien »

Source : Washington Post

Référence : « No Iranian 'Plan' for Weapons », par Kamal Kharrazi, *Washington Post*, 4 octobre 2004. Ce texte est issu d'une interview.

Le programme nucléaire iranien ne vise qu'à fournir de l'énergie à mon pays, pas des armes. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) nous a demandé de cesser le programme d'enrichissement de l'uranium et nous l'avons suspendu. Elle demande aussi que nous suspendions toutes nos activités en rapport et nous ne le voulons pas. Nous avons un accord avec les Européens qui devaient obtenir la fermeture de notre dossier à l'AIEA, mais ils n'y sont pas parvenus, nous ne sentons donc plus lié par notre accord.

Nous avons la capacité d'enrichir de l'uranium et nous pourrions fabriquer toutes les machines nécessaires au processus de fabrication des bombes, mais cela ne signifie pas que nous sommes capables de produire ce type d'armement. Nous ne cherchons qu'une source énergétique tout en étant autosuffisant dans la production du combustible. Nous savons qu'à cause de cela, Israël nous menace. Nous sommes prêts à faire face.

Les services de renseignement iraniens sont accusés à tort de développer des troubles en Irak. Nous avons au contraire aidé à résoudre des crises, comme à Nadjaf. Les Américains ont cru qu'ils seraient reçus comme des libérateurs en Irak, mais ce n'est pas le cas et il est temps de mettre en place un gouvernement démocratique et représentatif. En Palestine, l'Iran soutiendra les Palestiniens s'ils veulent un État à eux dans le cadre de la solution des deux États, mais nous préconisons pour notre part la solution d'un État unique.

Dans mon pays, les réformes continuent, mais les réformateurs ont été trop loin. Il n'y a pas de place à l'heure actuelle pour un dialogue avec les États-Unis car leur politique actuelle est trop négative. Nous n'aimons pas la politique de **George W. Bush** car elle a provoqué une haine des musulmans dans son pays, mais nous ne pouvons pas juger de ce que serait un président **John Kerry**.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .